

Que disent les partis fédéraux au sujet de patrimoine dans leurs plateformes électorales?

Il y a très peu de contenu concernant expressément les lieux du patrimoine dans les plateformes électorales des grands partis. Pourtant, il y a des messages clairs du secteur, et il y a les 17 recommandations du rapport du Comité permanent de l'environnement et du développement durable, [Préserver le patrimoine du Canada : les fondements de notre avenir](#), et il y a l'incitatif fiscal pour la réhabilitation d'immeubles du patrimoine signalé dans [les recommandations prébudgétaires de 2021 du Comité des finances](#). Il reste que la modernisation de rattrapage des immeubles est mentionnée dans chaque plateforme, surtout dans l'optique de la crise climatique. Voilà qui répond en partie à la nécessité d'augmenter la réutilisation des immeubles.

Nous avons demandé à chaque grand parti trois questions sur le patrimoine, et ils ont répondu:

- Comment votre parti va-t-il s'attaquer aux changements climatiques en encourageant la réutilisation des bâtiments?
- Comment votre parti va-t-il appuyer la capacité et la réconciliation du patrimoine culturel autochtone?
- Comment votre parti va-t-il créer des emplois écologiques qui outilleront l'industrie à réutiliser les bâtiments existants et à renouveler l'infrastructure du patrimoine?

Trouvez les réponses de chaque parti aux questions de la Fiducie nationale, [ici](#).

Ci-dessous, sont résumés les éléments des plateformes les plus pertinents pour le secteur du patrimoine, tirés directement de la plateforme publiée par chaque parti.

Parti	Sujet: Rénovation
	<ul style="list-style-type: none"> • Le Bloc Québécois met de l'avant le rôle du bâtiment vert et des rénovations écologiques depuis 2019. Le Bloc est en faveur de rabais pour l'installation de chargeurs de véhicules électriques dans les bâtiments résidentiels ou commerciaux existants, ainsi que sur les lieux de travail. • En parallèle de la transition énergétique, il nous faut développer une culture de l'efficacité énergétique. Cela signifie contrôler nos besoins en énergie à la source, par exemple par l'isolation efficace des bâtiments: résidences, commerces, industries et immeubles publics doivent répondre aux plus hauts standards. • Ensuite, la population et les entreprises doivent être accompagnées financièrement par le gouvernement pour assurer les coûts de la mise à niveau.

	<ul style="list-style-type: none"> • Travailler avec les provinces, les territoires et les services publics applicables pour réaliser une initiative de rénovation domiciliaire qui: Offre un service de « concierge en efficacité énergétique » pour les propriétaires, qui auront ainsi un guichet unique pour connaître les programmes et obtenir de l'information, Appliquer les leçons tirées des projets pilotes et des rénovations gouvernementales, institutionnelles et commerciales et les appliquer au contexte résidentiel. • Offrir un cadre réglementaire et financier facilitant les contrats de performance énergétique. Selon ce modèle, le secteur privé finance et fait des rénovations, et se fait ensuite rembourser par l'intermédiaire des économies réalisées. Notre programme sera inspiré de la SOFIAC au Québec.
	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place une stratégie nationale carboneutre des bâtiments, qui tracera la voie vers des bâtiments carboneutres d'ici 2050, avec des cibles ambitieuses en cours de route. • Nous nous sommes engagés à aider les Canadiens à améliorer l'efficacité énergétique de leurs maisons et à réduire leurs factures d'électricité en octroyant des subventions pouvant aller jusqu'à 5 000 dollars pour des rénovations et en mettant de l'avant un plan visant à offrir des prêts sans intérêt pouvant atteindre 40 000 dollars.
	<ul style="list-style-type: none"> • Grâce à une approche axée sur la mission, nous établirons un programme ambitieux de rénovation afin d'améliorer les milieux où les gens vivent et travaillent, notamment en exigeant la rénovation à grande échelle des bâtiments dans tous les secteurs. • Nous nous fixerons comme objectif de rénover tous les bâtiments au pays d'ici 2050, en commençant par moderniser au cours des 20 prochaines années tous les bâtiments construits avant 2020.
	<ul style="list-style-type: none"> • Créer et mettre en application un programme national de rénovation écologique des bâtiments résidentiels, commerciaux, institutionnels et industriels existants. • Modifier le Code national du bâtiment afin d'exiger, d'ici 2030, que toutes les constructions neuves et les rénovations importantes d'anciens bâtiments respectent les normes « zéro émission ».

Parti	Sujet: Patrimoine et Culture
	<ul style="list-style-type: none"> • Le Bloc s'engage à se tenir derrière la culture québécoise afin d'assurer la pérennité et la prévisibilité des programmes et des subventions culturels et touristiques, alors que le secteur, ses créateurs, ses diffuseurs et ses petits comme grands événements

	<ul style="list-style-type: none"> Le Bloc propose le rapatriement de tous les pouvoirs en matière de culture et la création d'un organisme québécois se substituant au CRTC, parce qu'on ne confie pas sa culture à la nation voisine.
	<ul style="list-style-type: none"> Créer un nouveau Fonds pour la préservation du patrimoine canadien offrant un total de 75 millions de dollars en subventions aux administrations municipales au cours des cinq prochaines années pour la réparation et la restauration de monuments historiques, de statues et d'édifices patrimoniaux Continuer à soutenir les efforts déployés pour entretenir les monuments nationaux. Assurer la finalisation rapide du Monument canadien commémorant les victimes du communisme.
	<ul style="list-style-type: none"> Affectation de 1,9 milliard de dollars pour soutenir les secteurs des arts, de la culture, du patrimoine et des sports pendant la pandémie et les aider à se relever Forger une coalition internationale en vue d'élaborer une nouvelle convention de l'UNESCO sur la diversité du contenu culturel en ligne. Soutenir Commémoration Canada et veiller à ce que ce programme reconnaisse les anciens combattants de l'ère moderne ainsi que les anciens combattants qui sont des femmes, des Noirs, des Autochtones, des gens racisés et des membres de la communauté LBGTQ2 et qui ont pris part à tous les conflits
	<ul style="list-style-type: none"> De protéger notre patrimoine et d'appuyer notre industrie artistique et culturelle forte et indépendante. Les néo-démocrates se battent pour soutenir, avec un programme de reconstruction spécifiquement dédié à ce secteur, les arts de la scène, le théâtre, les festivals et les autres formes d'art qui ont été les plus durement touchés par la pandémie. Les candidats locaux se sont engagés à faire avancer le crédit d'impôt et les recommandations du Comité de 2017 s'ils sont élus
	<ul style="list-style-type: none"> Fournir 25 millions de dollars de financement supplémentaire pour aider les musées et les organisations culturelles à rouvrir leurs portes après une pandémie et à continuer à proposer des offres numériques accessibles.

Parti	Sujet: Patrimoine Indigène
	<ul style="list-style-type: none"> Le Bloc travaillera de concert avec les nations autochtones sur la scène fédérale pour renforcer et garantir leurs droits inhérents. De concert avec les peuples autochtones, il veillera à ce que le gouvernement fédéral applique intégralement la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones dans ses juridictions.

	<ul style="list-style-type: none"> • Le Bloc a fait adopter une motion demandant au gouvernement fédéral de presser le pas dans la réalisation de tous les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation (CVR). • Nous avons prévu 321 millions de dollars sur trois ans en investissements dans notre cadre financier de la présente campagne pour permettre d'aller de l'avant avec la réalisation de ceux-ci et nous continuerons de travailler en collaboration avec organisations autochtones pour qu'elles établissent leurs priorités.
	<ul style="list-style-type: none"> • Un gouvernement conservateur va respecter La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) • Ériger un monument national à Ottawa pour rendre hommage aux survivants des pensionnats autochtones et à tous les enfants perdus • Financer l'enquête sur tous les anciens pensionnats autochtones du Canada où des tombes non marquées pourraient se trouver, ce qui comprend les sites où des enfants ont déjà été découverts
	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre les efforts de construction d'un monument national à Ottawa en honneur aux survivants des pensionnats autochtones et de tous les enfants qui ont été arrachés de leur famille et de leur communauté. • Fournir le soutien nécessaire aux communautés désirant poursuivre les efforts de recherche de lieux d'inhumation sur les anciens sites de ces établissements.
	<ul style="list-style-type: none"> • Conformément aux recommandations de la Commission de vérité et de réconciliation, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, qui établit des normes minimales pour la survie, la dignité et le bien-être de ces peuples, constitue le cadre de la réconciliation. • En partenariat avec les communautés autochtones, un gouvernement néo-démocrate mettra pleinement en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et les 94 appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation.
	<ul style="list-style-type: none"> • Fournir 100 millions de dollars de financement et d'incitations sur trois ans pour la création et la conservation des formes d'art autochtones, en particulier les connaissances créatives qui sont transmises de génération en génération. • Soutenir l'Association des musées canadiens pour assurer, en collaboration avec les peuples autochtones et conformément aux 94 appels à l'action, la conformité continue des politiques et des meilleures pratiques des musées avec la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. • Établir un programme de financement national dédié, en collaboration avec les peuples autochtones et l'Association

Que manque-t-il de ces plateformes? Voici quelques réflexions:

Lors d'une [rencontre du secteur du patrimoine](#) co-organisée le 8 septembre avec l'ACECP, le Cercle du patrimoine autochtone et ICOMOS Canada, nous avons entendu les observations suivantes de nos collègues et partenaires:

- Des mesures législatives fédérales visant les immeubles du patrimoine appartenant au gouvernement et une protection des lieux d'importance nationale étaient mentionnées dans les lettres de mandat de deux ministres fédéraux, mais n'ont pas encore été mises en place.
- Il n'y a aucune indication que les lieux du patrimoine revêtant une valeur culturelle seront traités comme il se doit dans les programmes de modernisation de rattrapage des immeubles.
- Tous les partis parlent d'ajouter de nouvelles infrastructures, révélant un décalage entre cette volonté de construire du neuf et celle de moderniser des immeubles existants.
- Tous les partis sont lacunaires quant à la protection du patrimoine autochtone au-delà des écosystèmes, de la langue et des pensionnats.
- Il n'y a aucune mention d'une stratégie plus globale à l'égard des communautés et des sites des pensionnats au-delà de la commémoration et du sondage des terrains.
- Les promesses des plateformes au sujet des parcs nationaux n'abordent ni la participation potentielle ni le déplacement des Autochtones.

Le secteur du patrimoine continuera de travailler avec les élus pour combler les lacunes dans la loi et dans l'action. Que vous dirigiez un organisme voué au patrimoine, que vous possédiez une propriété patrimoniale ou que vous gagniez votre vie dans le secteur du patrimoine, vos points de vue et votre voix sont nécessaires pour le bien des lieux du patrimoine du Canada.

La Fiducie nationale du Canada est un organisme de bienfaisance enregistré non partisan qui agit et inspire à agir en faveur des lieux du patrimoine du Canada. La Fiducie ne se livre à aucune activité d'appui ou d'opposition à un parti politique ou un candidat à une élection.